

ABDERRAOUF MAHBOULI

Profesor Facultad de Ciencias Jurídicas, Políticas y Sociales de Túnez



DR. ABDERRAOUF MAHBOULI

---

# ABDERRAOUF MAHBOULI

---

Académico Correspondiente para Túnez  
de la Real Academia de Ciencias Económicas y Financieras

## Y-A-T-IL EU UNE REVOLUTION DANS LES PAYS DU « PRINTEMPS ARABE » ?

Près de quatre ans après le déclenchement, en Tunisie, au mois de décembre 2010, d'une vague de manifestations qui a conduit au départ de l'ancien président et, par un effet de domino, à la diffusion des protestations et à l'embrasement de plusieurs pays arabes, les observateurs sont encore à s'interroger quant à la qualification qu'il convient de donner à ces événements : s'agit-il d'une révolution, d'une révolte, d'un soulèvement, d'une insurrection populaire, ou d'un coup d'Etat, fruit d'un plan stratégique mûrement réfléchi, et derrière lequel certains entrevoient les Etats-Unis, avec leur projet du Grand Moyen Orient et le Programme MEPI (The Middle East Partnership Initiative), aidés en cela de leur relais dans la région, l'Emirat de Qatar et sa chaîne de télévision satellitaire « Al Jazeera » ?<sup>1</sup>

Si la thèse du complot paraît peu crédible, tant l'ampleur et la spontanéité des contestations semblent avoir surpris et pris de court tous

---

1. Sur cette dernière thèse, voir, par exemple : Mezri Haddad : « La face cachée de la révolution tunisienne-Islamisme et Occident, une alliance à haut risque » ; Nonancourt(Eure) ; Apopsix ; 2012 ; 408 p.

les observateurs, qu'ils soient acteurs politiques, experts, ou gouvernements étrangers ; la réalité d'une révolution est plus fréquemment controversée.

Si certains, parmi lesquels les protagonistes eux-mêmes, qualifient ce bouleversement d'authentique révolution, la première du XXI<sup>ème</sup> siècle, d'autres, au contraire, considèrent que la transformation radicale des institutions, du pouvoir et des valeurs de la société que suppose une révolution est loin d'être réalisée.

Écoutons ce que disait le poète syrien Adonis, à ce propos : « Nous avons assisté à un simple changement de dirigeants sans que ne soient bouleversées les structures du pouvoir. Je ne peux qualifier de révolution, qu'un projet complet de remise en cause des caractéristiques culturelles, sociales et religieuses qui ont bloqué la vitalité de l'Homme arabe, écrasé ses droits, ses libertés, son humanité et sa pensée »<sup>2</sup>.

La réponse que l'on peut apporter à la qualification des changements intervenus dépend de la définition qu'on donne de la révolution, alors même que l'on est en présence d'une pluralité de définitions, sans qu'aucune de ces définitions ne soit d'une acceptation universelle<sup>3</sup>.

Mais, l'on s'accorde, généralement, à considérer que c'est la notion de rupture qui définit tout phénomène révolutionnaire<sup>4</sup>: rupture entre la configuration qui existait avant l'événement révolutionnaire, et la situation qui prévaut après.

---

2. Adonis: «Il n'y a pas eu de révolution arabe»; Entretien paru dans le quotidien égyptien Akhbar Al Yom, le 30 juin 2011.

3. Voir : Jérôme Heurtaux : « La révolution tunisienne », ses « objectifs » et la Constitution » ; Le Carnet de l'IRMC ; 27 janvier 2014 [En ligne] <http://irmc.hypothèses.org/1364>.

4. Sur le concept de rupture, voir : Antoine Broussy ; « Préface-Penser la notion de rupture en révolution » ; La Révolution française [En ligne] ; Rupture(s) en Révolution, mis en ligne le 17 décembre 2011 ; Consulté le 23 octobre 2014.

C'est cette rupture décisive, cette transformation soudaine et radicale dans la structure politique, économique et sociale des Etats arabes concernés qu'il importe de caractériser pour vérifier la réalité de la révolution et de l'ordre nouveau qu'elle est censée avoir établi.

**I – SUR LE PLAN POLITIQUE**, là où les régimes ont été renversés et les gouvernements en place remplacés, l'ampleur des transformations et le sort qu'ont connu ces changements varient d'un pays à un autre : transition démocratique en cours, s'agissant de la Tunisie, malgré tous les obstacles de parcours ; destitution par le pouvoir militaire du président élu, en Egypte ; effondrement de l'Etat et règne des milices en Libye ; rébellion chiïte, situation sécuritaire explosive et déliquescence des institutions civiles et militaires au Yémen; guerre civile en Syrie avec ses débordements en Irak, en Jordanie et au Liban,...

Dans les pays en voie de transition démocratique, comme la Tunisie et l'Egypte, les transformations politiques et la rupture ont été, souvent, brutales et importantes. Elles se sont traduites de différentes manières: effondrement du mur de la peur, avec la chute des dictateurs ; mise en œuvre de réformes politiques avec, notamment, l'adoption de nouvelles constitutions et lois électorales ; organisation d'élections libres, souvent les premières de leur histoire ; éclosion de centaines de partis politiques ; libération de la parole et émergence d'une presse libre et diversifiée ; développement d'une société civile avec la création d'un grand nombre d'associations dynamiques, créant l'environnement favorable à l'émergence de la démocratie ; renouvellement d'une grande partie des classes dirigeantes et des élites politiques.

Ces changements, cependant, ont peu affecté l'Administration, ce qui a permis d'assurer une continuité des services publics, et n'ont que peu touché les appareils de sécurité hérités de l'ancien régime, au motif qu'il fallait, en priorité, faire face aux dangers qui menaçaient la sécurité nationale. Par ailleurs, la justice transitionnelle, qui doit faire la

lumière sur les abus précédemment commis et indemniser les victimes, n'a toujours pas été mise en œuvre.

Enfin, les relations internationales et les alliances stratégiques n'ont pas été remises en cause. C'est ainsi, par exemple, que malgré la dégradation des relations entre l'Égypte et Israël, le traité de paix entre les deux pays est toujours respecté. Quant à la Tunisie, elle vient d'obtenir dans ses relations avec l'Union européenne, le statut de « Partenaire privilégié », prévoyant une plus grande convergence de sa réglementation avec les normes européennes et une plus grande insertion de son économie dans le marché communautaire.

**II – SUR LE PLAN ECONOMIQUE**, on n'observe pas de rupture particulière avec l'ordre ancien. Aucune réforme structurelle n'a été entreprise, à cet effet. Mais, comment envisager des réformes, quand on sait que, pour le moment du moins, le Printemps arabe a été souvent considéré comme une « catastrophe économique » pour les pays concernés?<sup>5</sup>

En effet, sans même évoquer la situation des pays ayant connu des destructions massives de leurs infrastructures, à l'instar de la Libye et de la Syrie, les autres pays arabes concernés, comme l'Égypte et la Tunisie, ont connu une grave dégradation des principaux indicateurs économiques : baisse de la croissance, chute des exportations et des recettes touristiques, effondrement des investissements directs étrangers, creusement du déficit budgétaire, accroissement de la dette publique, dépréciation de la monnaie nationale, abaissement de la note souveraine, arrêt total de la production de certains secteurs<sup>6</sup>.

---

5. Voir : Pierre Beylau : « Printemps arabes : une catastrophe économique » ; Le Point.fr 6/2/2014.

6. Voir : Henry Marty-Gauquié : « Effets économiques des révolutions arabes : comment nourrir la transition et restaurer la confiance ? » ; IEMed ; Annuaire de la Méditerranée 2013 ; Barcelone ; pp.263-269. Pour les indicateurs économiques et sociaux des quatre pays arabes (Tunisie, Égypte, Libye et Syrie), voir : Bachir El Khoury : «Le bilan économique et social des révolutions arabes est désastreux» ; Slate.fr ; 7 février 2014.

Certes, des propositions ont été faites en vue de changer de modèle de développement économique et, notamment de remplacer, en Tunisie, le modèle industriel basé sur la sous-traitance à bas coût, par des industries à forte valeur ajoutée. Mais, ces propositions n'ont pas pu progresser, dans la mesure où les gouvernements successifs étaient, d'une part, transitoires et, d'autre part, davantage préoccupés par les échéances politiques et les problèmes sécuritaires.

**III – SUR LE PLAN SOCIAL**, il n'y a pas, non plus, de rupture avec le passé. Alors même que les mouvements de contestation avaient une forte dimension sociale et que les révoltes ont été déclenchées, non seulement pour renverser les dictatures et revendiquer davantage de libertés et de démocratie ; mais, également, et, surtout, dans le but de mettre fin aux inégalités sociales et, dans l'espoir de réaliser une meilleure redistribution des richesses entre les régions et assurer des emplois aux jeunes générations. Quatre ans après, nous sommes encore loin de ces objectifs. Le chômage et la pauvreté ont augmenté, les disparités régionales se sont creusées, la hausse des prix et l'inflation se sont poursuivies, la classe moyenne s'est réduite et son pouvoir d'achat s'est dégradé.

La révolution, en tant que changement radical de la structure politique, économique et sociale d'un Etat, n'est, ainsi, pleinement accomplie dans aucun des pays du Printemps arabe.

Un récent Rapport de la Banque Mondiale, paru au mois de septembre dernier et consacré à la Tunisie, est intitulé « La Révolution Inachevée<sup>7</sup> ». Ce titre résume bien la situation qui caractérise les pays arabes concernés. Certes, si on se place dans le champ politique, nous sommes bien en présence d'une Révolution, de ce qui constitue pour le monde d'aujourd'hui, un moment historique, « le surgissement des peuples

---

7. Antonio Nucifora, Bob Rijkers : « La Révolution Inachevée. Créer des opportunités, des emplois de qualité et de la richesse pour tous les Tunisiens » ; Groupe de la Banque Mondiale ; 24 mai 2014 ; 362p.

arabes sur la scène politique et une profonde prise de conscience que les pays arabes ne peuvent rester à l'écart du monde<sup>8</sup>». Mais, il s'agit d'une révolution « inachevée », qui n'est pas encore parvenue à son terme.

C'est pourquoi, il convient, plutôt, de parler d'un « processus révolutionnaire », d'un processus qui s'inscrit dans le temps long, non dépourvu de risques et d'incertitudes, et qui nécessitera de nombreuses années, avant que les espoirs, nés de ces mouvements populaires, n'aboutissent à l'émergence de sociétés démocratiques et à la perspective d'une vie meilleure pour les peuples de la région.

---

8. Alain Gresh : « Que sont les révolutions arabes devenues ? » ; Nouvelles d'Orient ; Le Monde diplomatique ; Lundi 23 décembre 2013.